

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Les inégalités de revenus au Québec : a-t-on un portrait juste?

Par Sonny Scarfone, économiste principal

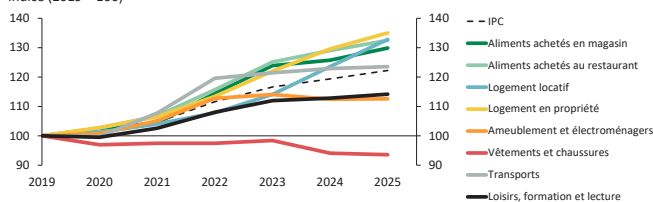
À l'heure où l'on parle fréquemment d'une économie en K, où les ménages mieux nantis poursuivent leur progression, tandis que ceux en difficulté voient leur retard s'accroître, le débat sur les inégalités économiques au Québec risque de s'intensifier au cours des prochaines années. Dans un contexte où plusieurs chocs inflationnistes actuels, notamment dans l'essence, les aliments et le logement (graphique 1), sont de nature à accentuer davantage la pression budgétaire des ménages moins fortunés, il convient de faire un bref état des lieux de la situation des inégalités au Québec et d'avoir un ancrage factuel utile pour informer ce débat. Or, même si cette question est à l'étude depuis longtemps, l'information disponible comporte toujours des biais et des lacunes.

Graphique 1

Les prix ont augmenté d'environ 30 % en épicerie et pour le logement locatif, depuis 2019

Évolution de différentes composantes de l'IPC au Québec, 2019-2025

Indice (2019 = 100)



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Coefficient de Gini : l'avant et l'après-redistribution

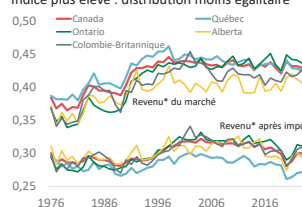
L'indicateur le plus couramment utilisé pour mesurer l'évolution des inégalités de revenu est le coefficient de Gini. Il s'agit d'un indice variant entre 0 et 1 qui décrit le degré de concentration des revenus dans une société : plus il est proche de 1, plus les revenus sont concentrés entre un petit nombre d'individus, et plus il est proche de 0, plus la distribution est égalitaire. Malgré l'idée répandue que les inégalités augmentent, cet indicateur présente un portrait plus nuancé. Avant redistribution, les inégalités liées aux revenus de marché reculent légèrement depuis le milieu des années 1990 et le Québec se situe aujourd'hui près de la moyenne canadienne. Parmi les provinces les plus peuplées, l'Ontario affiche des niveaux légèrement plus élevés, tandis qu'ils sont plus faibles en Alberta (graphique 2).

Graphique 2

Selon la mesure la plus souvent utilisée, les inégalités n'ont pas augmenté au Québec en près de 40 ans

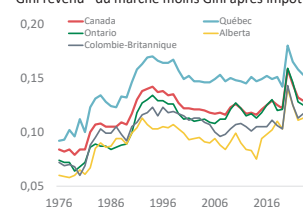
Coefficients de Gini

Indice plus élevé : distribution moins égalitaire



Effort de redistribution

Gini revenu* du marché moins Gini après impôt



* Afin de tenir compte des économies d'échelle présentes dans les ménages de plus grande taille, les différents types de revenu sont ajustés en divisant le revenu du ménage par la racine carrée de la taille du ménage.

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques	5
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Si l'on tient compte de « l'effort de redistribution », soit la différence entre l'indice Gini avant et après impôts, les écarts de revenu au Québec après redistribution sont inférieurs à ceux observés dans les autres grandes provinces et se rapprochent des creux enregistrés au milieu des années 1980. L'effort de redistribution s'est accru depuis la pandémie et dépasse nettement les niveaux des années 1970 et du début des années 1980, comme le montre l'image de droite du graphique 2. Historiquement, cet effort a d'ailleurs été plus élevé au Québec que dans le reste du pays.

Cette capacité à réduire les inégalités repose toutefois sur des ressources publiques limitées. Chaque dollar destiné à la redistribution a un coût économique réel, puisqu'il doit d'abord être prélevé ou emprunté. C'est ce qu'on appelle le coût marginal des fonds publics : au-delà du montant versé ou dépensé, il faut tenir compte des effets indirects qu'entraîne la collecte de ces revenus, que ce soit sur les comportements des ménages, sur les décisions d'investissement ou sur l'activité économique en général. Autrement dit, même si la redistribution demeure l'un des outils pour atténuer les inégalités, elle ne se fait jamais sans coût, ce qui oblige à bien évaluer l'efficacité et la portée de chaque mesure. La recherche empirique estime généralement ce coût à environ 1,2 à 1,5, ce qui signifie que lever un dollar additionnel de revenus publics peut entraîner un coût économique total variant entre 1,20 \$ et 1,50 \$.

Un portrait incomplet sans les revenus d'actifs

Une analyse des inégalités économiques fondée exclusivement sur les revenus risque de n'être que partielle. Le patrimoine que représentent les actifs financiers, l'immobilier, ou encore le capital d'entreprise, constitue souvent un vecteur d'inégalités plus prononcé que le revenu courant. Certains travaux suggèrent que les mesures d'inégalités au Québec pourraient changer sensiblement en prenant cela en considération. Les statistiques fiscales des particuliers de 2023 publiées par le ministère des Finances du Québec permettent de mieux visualiser la répartition des revenus au sein de la population (graphique 3).

Les revenus de capital complexifient néanmoins l'analyse, car ils sont plus difficiles à comptabiliser. Les choix quant au moment de la réalisation ou de la déclaration de ces revenus peuvent engendrer des biais supplémentaires. Ces caractéristiques rendent l'estimation des inégalités plus complexe, mais des travaux à venir devront nécessairement intégrer cette dimension pour offrir un portrait fidèle de la réalité distributive au Québec.

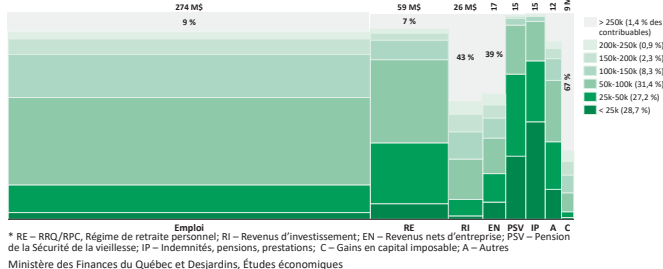
Conclusion

Le Québec se distingue par son effort de redistribution soutenu qui maintient les inégalités de revenus dans une fourchette raisonnable par rapport aux standards canadiens. Le portrait pourrait toutefois être différent en tenant compte des revenus d'actifs, de leur rôle dans les revenus des tranches supérieures et selon l'importance des détenteurs d'actifs dans les différentes provinces. Des travaux à venir examineront l'état de la recherche empirique, et s'attarderont à ces différents enjeux pour tenter de mesurer la situation des inégalités au Québec, une fois le rôle du patrimoine pris en considération. Une meilleure compréhension de ces dynamiques, tant pour les revenus que pour les actifs, sera essentielle pour saisir avec plus de précision l'évolution des inégalités au Québec dans les prochaines années.

Graphique 3

Les inégalités varient de façon importante selon le type de revenus

Proportion du revenu total déclaré des contribuables en 2023, par cohorte et catégorie de revenu



À surveiller

MARDI 31 mars - 9:00

Janvier	a/a
Consensus	nd
Desjardins	1,35 %
Décembre	1,38 %

MARDI 31 mars - 10:00

Mars	
Consensus	88,0
Desjardins	86,0
Février	91,2

MERCREDI 1 avril - 8:30

Février	m/m
Consensus	0,4 %
Desjardins	0,6 %
Janvier	-0,2 %

MERCREDI 1 avril - 10:00

Mars	
Consensus	52,3
Desjardins	52,1
Février	52,4

VENDREDI 3 avril - 8:30

Mars	
Consensus	50 000
Desjardins	100 000
Février	-92 000

ÉTATS-UNIS

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (janvier) – Les prix des maisons sur le marché de la revente continuent de progresser assez rapidement. Comme en novembre, le gain mensuel de décembre était de 0,5 %. Il n’y avait pas eu de hausses successives aussi fortes depuis 2023. On s’attend à une croissance un peu plus lente pour le mois de janvier. On a d’ailleurs remarqué au cours de ce mois une baisse substantielle des ventes de propriétés existantes (pour ensuite remonter en février) jumelée à une hausse du nombre de propriétés disponibles sur le marché. Une hausse mensuelle de 0,3 % de l’indice de prix devrait laisser la variation annuelle autour de 1,4 %.

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (mars) – La principale incertitude à très court terme sur le plan économique concerne l’ampleur de l’incidence de la guerre en Iran et de la montée subséquente des prix de l’essence sur la confiance des consommateurs. Les indices de confiance étaient en légère amélioration en février, mais on se doute bien que la situation s’est renversée en mars. Déjà, l’indice de l’Université du Michigan a diminué en mars, avec un écart négatif important entre les premières réponses à l’enquête et celles plus tardives. Le bond de 35 % des prix de l’essence depuis la fin de février, le recul d’environ 5 % de la Bourse et la hausse des taux hypothécaires devraient évidemment affecter négativement l’humeur des ménages. La date limite pour recevoir les réponses à l’enquête est généralement autour du 17 du mois. Ainsi, un changement de la situation au cours des prochains jours n’aurait pas de conséquence sur le mouvement de l’indice en mars. On prévoit que l’indice de confiance perdra cinq points pour tomber aux environs de 86,0.

Ventes au détail (février) – Les ventes au détail ont diminué en janvier après avoir stagné en décembre. On s’attend toutefois à un rebond pour le mois de février. La principale contribution positive devrait venir des automobiles alors que le nombre de véhicules neufs vendus a augmenté de 6,3 %, le meilleur gain en près d’un an. Les ventes des stations-service devraient aussi avoir augmenté grâce à une hausse des prix de l’essence (même avant le bond causé par la guerre en Iran). Pour les autres détaillants, les signaux sont plus mixtes. Du côté positif, les heures travaillées ont augmenté chez les détaillants, la confiance des consommateurs était en amélioration en février et les transactions par carte pointaient vers le haut. De l’autre côté, la météo défavorable dans certains endroits et les données préliminaires hebdomadaires provenant de la Réserve fédérale de Chicago suggèrent davantage une stagnation. Somme toute, on s’attend à des hausses de 0,6 % des ventes totales et de 0,2 % des ventes excluant les automobiles et l’essence.

Indice ISM manufacturier (mars) – L’ISM manufacturier est demeuré relativement élevé en février, passant de 52,6 en janvier à 52,4. C’est la première fois depuis l’été 2022 que cet indice est au-dessus de 52 pendant deux mois consécutifs. Pour le mois de mars, les indices manufacturiers régionaux points vers un niveau inchangé de l’ISM manufacturier. La hausse des prix du pétrole pourrait quand même changer la donne. D’une part, l’incertitude qu’elle suscite ainsi que les pressions sur les coûts des intrants risquent d’amener les fabricants à se montrer moins optimistes. D’autre part, certains fournisseurs du secteur de l’énergie pourraient être plus favorisés. Somme toute, une très légère baisse de l’indice est prévue.

Création d’emplois non agricoles (mars) – Après un gain un peu plus fort que prévu en janvier, le marché du travail américain nous a réservé une surprise bien plus négative en février, avec une perte nette de 92 000 emplois. Une partie de cette baisse du nombre de travailleurs provenait de conflits de travail maintenant réglés au sein du secteur de la santé. Donc, à cet égard, un rebond est prévisible. Il reste à voir si les autres secteurs ont mieux performé. En dehors du secteur des ressources naturelles, il serait étonnant que la conjoncture en vigueur depuis le début de mars – avec la hausse des incertitudes et les risques qu’amène le bond des prix de l’essence à la confiance et à la croissance économique – ait été propice à une très forte croissance des embauches. Cela dit, les

demandes hebdomadaires d'assurance-chômage sont demeurées assez basses entre la mi-février et la mi-mars et les données de l'enquête ADP ont continué d'afficher des croissances de l'emploi privé pendant la même période. Les composantes liées au marché du travail des indices ISM et de la confiance des consommateurs nous éclaireront un peu plus. Pour le moment, on s'attend à un gain de 100 000 emplois. Le taux de chômage devrait demeurer à 4,4 %.

CANADA

PIB réel par industrie (janvier) – Nous prévoyons que le PIB réel est demeuré inchangé en janvier, conformément à l'estimation provisoire de Statistique Canada. Les gains du côté des ressources naturelles et du commerce de détail ont probablement été contrebalancés par une faible performance du secteur manufacturier. En ce qui concerne les données du PIB réel de février 2026, nous prévoyons que l'estimation provisoire de Statistique Canada montrera une accélération de la croissance.

Balance commerciale (février) – Le déficit commercial du Canada a probablement rétréci en février. On s'attend à une hausse des importations américaines au cours du mois, probablement attribuable à l'augmentation des ventes d'automobiles aux États-Unis. Les exportations canadiennes ont probablement aussi gagné du terrain en raison de la progression des exportations de pétrole brut, surtout que les prix du pétrole avaient déjà commencé à grimper en amont du conflit en Iran. Il faut cependant noter que de nombreuses données utilisées normalement dans nos estimations du solde commercial ne sont toujours pas disponibles en raison de l'arrêt des activités du gouvernement fédéral américain l'an dernier.

OUTRE-MER

Chine : Indice PMI composite (mars) – Après un léger recul en février, l'indice PMI composite est de nouveau à risque de fléchir. Cette évolution s'inscrit dans la tendance observée ces derniers mois, alors que la majorité des sous-composantes demeure sous la barre de 50, indiquant un climat d'affaires encore fragile malgré certaines mesures de soutien. À cela s'ajoute désormais le conflit en Iran, qui a entraîné une forte hausse des prix de l'énergie en Asie et poussé la Chine à restreindre temporairement ses exportations de carburants afin de protéger son approvisionnement national. Les répercussions sur l'activité économique devraient toutefois demeurer limitées en mars en raison du délai habituel de transmission d'un choc pétrolier, mais elles pourraient s'accumuler au cours des prochaines semaines, particulièrement en avril. Le secteur manufacturier chinois reste le plus exposé, étant à la fois énergivore et fortement intégré aux chaînes de valeur mondiales.

Zone euro : Indice des prix à la consommation (mars – préliminaire) – L'inflation totale a montré une légère accélération en février en zone euro alors que la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est passée de 1,7 % à 1,9 %. On a d'ailleurs observé une hausse des coûts de l'énergie en février par rapport à janvier. Ce n'est toutefois rien par rapport au bond anticipé en mars. Les conséquences de la guerre en Iran et de la fermeture du détroit d'Ormuz ont fait exploser les coûts du carburant en Europe. Depuis la fin de février, les prix de l'essence ont augmenté d'environ 33 % et ceux du gaz naturel, de 76 %. On s'attend donc à une accélération notable de l'inflation totale dès le mois de mars.

MARDI 31 mars - 8:30

Janvier	m/m
Consensus	0,1 %
Desjardins	0,0 %
Décembre	0,2 %

JEUDI 2 avril - 8:30

Février	G\$
Consensus	-1,80
Desjardins	-1,80
Janvier	-3,65

LUNDI 30 mars - 21:30

Mars	nd
Consensus	
Février	49,5

MARDI 31 mars - 5:00

Mars	a/a
Consensus	2,6 %
Février	1,9 %

Indicateurs économiques

Semaine du 30 mars au 3 avril 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 30	10:30	Discours du président de la Réserve fédérale, J. Powell				
	16:00	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
MARDI 31	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Janv.	nd	1,35 %	1,38 %
	9:45	Indice PMI de Chicago	Mars	55,1	52,0	57,7
	10:00	Confiance des consommateurs	Mars	88,0	86,0	91,2
	12:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Chicago, A. Goolsbee				
	15:00	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
MERCREDI 1	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Mars	15 830 000	16 000 000	15 750 000
	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Févr.	0,4 %	0,6 %	-0,2 %
		Excluant automobiles (m/m)	Févr.	0,3 %	0,3 %	0,0 %
	9:05	Discours du président de la Réserve fédérale de Saint-Louis, A. Musalem				
	9:10	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
	10:00	Indice ISM manufacturier	Mars	52,3	52,1	52,4
JEUDI 2	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Janv.	nd	-0,1 %	0,1 %
JEUDI 2	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	23 au 27 mars	nd	214 000	210 000
	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Févr.	-59,2	-52,3	-54,5
VENDREDI 3	---	Marchés fermés (Vendredi saint)				
	8:30	Création d'emplois non agricoles	Mars	50 000	100 000	-92 000
	8:30	Taux de chômage	Mars	4,4 %	4,4 %	4,4 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Mars	34,3	34,3	34,3
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Mars	0,3 %	0,3 %	0,4 %

CANADA

LUNDI 30	---	---				
MARDI 31	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Janv.	0,1 %	0,0 %	0,2 %
MERCREDI 1	13:00	Publication du résumé des délibérations du Conseil de direction de la Banque du Canada				
JEUDI 2	8:30	Balance commerciale (G\$)	Févr.	-1,80	-1,80	-3,65
VENDREDI 3	---	Marchés fermés (Vendredi saint)				

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 30 mars au 3 avril 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
LUNDI 30							
Zone euro	5:00	Confiance des consommateurs – final	Mars	nd		-16,3	
Zone euro	5:00	Confiance des industries	Mars	-8,0		-7,1	
Zone euro	5:00	Confiance des services	Mars	4,0		5,0	
Zone euro	5:00	Confiance économique	Mars	96,7		98,3	
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mars	1,1 %	2,7 %	0,2 %	1,9 %
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation – Tokyo	Mars		1,6 %		1,6 %
Japon	19:30	Taux de chômage	Févr.	2,7 %		2,7 %	
Japon	19:50	Production industrielle – préliminaire	Févr.	-2,0 %	0,4 %	4,3 %	0,7 %
Japon	19:50	Ventes au détail	Févr.	-0,9 %	0,9 %	4,1 %	1,8 %
Chine	21:30	Indice PMI composite	Mars	nd		49,5	
Chine	21:30	Indice PMI manufacturier	Mars	50,2		49,0	
Chine	21:30	Indice PMI non manufacturier	Mars	49,9		49,5	
MARDI 31							
Japon	1:00	Mises en chantier	Févr.		-4,5 %		-0,4 %
Royaume-Uni	2:00	PIB réel – final	T4	0,1 %	1,0 %	0,1 %	1,0 %
Royaume-Uni	2:00	Compte courant (G£)	T4	-23,4		-12,1	
France	2:45	Dépenses de consommation	Févr.	-0,4 %	nd	0,5 %	0,4 %
France	2:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mars	0,8 %	1,5 %	0,6 %	0,9 %
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mars	1,3 %	2,6 %	0,6 %	1,9 %
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mars	0,5 %	1,8 %	0,7 %	1,5 %
Japon	19:50	Indice Tankan des grands manufacturiers	T1	16		15	
Japon	20:30	Indice PMI manufacturier – final	Mars	nd		51,4	
MERCREDI 1							
Italie	3:50	Indice PMI manufacturier	Mars	50,9		50,6	
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Mars	50,2		50,2	
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Mars	51,7		51,7	
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Mars	51,4		51,4	
Italie	4:00	Taux de chômage	Févr.	5,2 %		5,1 %	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Mars	51,2		51,4	
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Févr.	6,1 %		6,1 %	
JEUDI 2							
Italie	5:00	Ventes au détail	Févr.	nd	nd	0,6 %	2,3 %
Japon	20:30	Indice PMI composite – final	Mars	nd		52,5	
Japon	20:30	Indice PMI services – final	Mars	nd		52,8	
VENDREDI 3							
France	2:45	Production industrielle	Févr.	-0,1 %	1,6 %	0,5 %	2,4 %

NOTE : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).